



VERBATIM

Conférence de presse du Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale et Chef de l'UNOCA, Mohamed El-Amine SOUEF

Bangui

18 septembre

Yaye SENE, Porte-parole de la MINUSCA

Mesdames et Messieurs les représentants des médias,

Bonjour et merci de votre présence.

Au nom de la MINUSCA et du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA), je vous souhaite la bienvenue à cette conférence de presse marquant la fin de la première visite officielle en République centrafricaine de M. Mohamed El-Amine SOUEF, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale et Chef de l'UNOCA.

Cette visite, effectuée du 16 au 18 septembre 2026, s'inscrit dans le cadre des consultations de haut niveau que mène M. Souef depuis sa prise de fonctions auprès des États membres de la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC). Elle lui a permis de rencontrer les plus hautes autorités centrafricaines, ainsi que plusieurs responsables gouvernementaux, des représentants du système des Nations Unies et du corps diplomatique.

Au cours de son séjour à Bangui, les échanges ont porté sur les progrès accomplis en matière de paix et de stabilité en République centrafricaine, les défis qui subsistent, ainsi que sur les dynamiques régionales qui ont un impact direct sur la sécurité et le développement de la sous-région.

Cette visite a également été l'occasion de réaffirmer la complémentarité entre les mandats de l'UNOCA et de la MINUSCA, ainsi que l'engagement constant des Nations Unies à accompagner les efforts des autorités et du peuple centrafricains en faveur d'une paix durable.

Dans quelques instants, M. Souef partagera avec vous les principales observations tirées de cette mission, ainsi que sa lecture des enjeux régionaux et des perspectives de coopération pour renforcer la prévention des conflits, le dialogue politique et la stabilité en Afrique centrale.

Sans plus tarder, j'ai l'honneur de donner la parole à Son Excellence M. Mohamed El-Amine Souef, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale et Chef de l'UNOCA.

Mohamed El-Amine SOUEF, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale et Chef de l'UNOCA

Merci Madame la Porte-parole de la MINUSCA.

Chers frères et sœurs de la presse,

Je voudrais tout d'abord exprimer mes sincères remerciements aux autorités centrafricaines ainsi qu'au leadership de la MINUSCA pour la qualité et la chaleur de l'accueil qui m'ont été réservés à l'occasion de cette première visite en République centrafricaine depuis ma prise de fonctions en qualité de Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique centrale et Chef de l'UNOCA.

Je tiens en particulier à remercier les autorités nationales et Madame la Représentante spéciale du Secrétaire général, Cheffe de la MINUSCA, pour les facilités accordées, mais aussi et surtout pour les échanges que nous avons eus ensemble.

Comme l'a indiqué la Porte-parole de la MINUSCA, j'ai eu l'opportunité de rencontrer les plus hautes autorités du pays, mais aussi d'échanger avec les équipes du système des Nations Unies en République centrafricaine ainsi qu'avec la communauté diplomatique accréditée dans le pays.

Cette visite à Bangui s'inscrit dans la série de consultations que j'ai engagées avec les autorités et les principaux acteurs de la sous-région depuis ma prise de fonctions. Je me suis rendu à N'Djamena, au Tchad, à São Tomé-et-Príncipe, à Malabo en Guinée équatoriale et à Libreville, où se trouve le siège de l'UNOCA. J'y ai rencontré les plus hautes autorités ainsi que les représentants des missions accréditées, notamment la CEEAC.

Comme je le disais tout à l'heure, cette visite répond avant tout à une volonté d'écoute et de dialogue : mieux comprendre les priorités de la République centrafricaine, recueillir l'analyse des autorités sur les évolutions politiques et sécuritaires dans la sous-région et examiner ensemble les moyens de renforcer la prévention des conflits et la coopération régionale.

La République centrafricaine occupe une place de choix, une place importante et hautement stratégique dans la sous-région. Elle est au cœur des dynamiques de paix et de sécurité en Afrique centrale. Les défis auxquels elle est confrontée ont souvent une dimension transfrontalière. Qu'il s'agisse des conséquences du conflit au Soudan, des mouvements de populations, de la circulation illicite des armes, des activités des groupes armés, de la transhumance ou encore des effets du changement climatique. Face à ces défis, notre conviction est que le dialogue, la prévention, la coopération entre les États de la région ainsi que la diplomatie préventive, les bons offices et la cohésion sociale demeurent essentiels.



C'est précisément dans ce domaine que l'UNOCA entend apporter sa contribution à travers les bons offices du Secrétaire général, en étroite collaboration avec la CEEAC, l'Union africaine, la MINUSCA et l'ensemble de nos partenaires.

Je repars demain très satisfait des discussions et des échanges que j'ai eus avec le leadership de la MINUSCA, avec les plus hautes autorités du pays ainsi qu'avec les partenaires humanitaires et les partenaires au développement présents à Bangui.

J'ai bien compris et bien saisi un certain nombre de messages que je transmettrai à d'autres instances au niveau international ainsi qu'au sein de la CEEAC.

Au sujet des médias, je me suis rendu compte qu'ils sont très actifs ici. Vous faites un travail formidable qui vous honore et qui contribue à promouvoir votre pays. Chaque fois qu'on parle de la République centrafricaine, ou de certains pays africains, on met souvent l'accent sur ce qui ne va pas. Mais les progrès, les réalisations et tout ce qui est fait dans la bonne direction sont parfois moins visibles.

Vous avez donc une responsabilité importante. Nous comptons beaucoup sur vous. Je reste entièrement à votre disposition. À travers Madame la Porte-parole de la MINUSCA, vous pourrez me contacter à tout moment à Libreville. Et lorsqu'il sera nécessaire de me déplacer, je serai heureux de revenir à Bangui.

Encore une fois, merci d'être là.

Je suis maintenant à votre disposition pour répondre à vos questions.

Yaye SENE, Porte-parole de la MINUSCA

Merci beaucoup, Monsieur le Représentant spécial.

Nous allons donc ouvrir la session de questions-réponses.

Je vous prie de vous présenter avant de poser votre question. Nous privilégierons une question par journaliste, avec éventuellement une relance, afin de permettre à chacun de participer à cet échange, étant entendu que Monsieur Souef a un agenda très chargé.

Vous avez la parole.

Questions/Réponses

Le Gardien-Médias (Selda-Junior BOUTE)

J'ai une question à vous poser. Vous avez indiqué tout à l'heure que vous vous êtes rendu au Tchad et que vous y avez rencontré les autorités tchadiennes. Qu'est-ce que

la République centrafricaine peut attendre de vos échanges avec les autorités tchadiennes, sachant que, dans l'histoire des crises qu'a connues la Centrafrique, le Tchad a souvent été évoqué ? Merci.

Oubangui-Médias (Déus-Grâcias TCHEMANGUERE)

Monsieur le Représentant spécial, bonjour. Vous avez passé plusieurs jours ici à Bangui et eu de nombreux échanges avec les autorités centrafricaines. Quelle lecture faites-vous aujourd'hui de la situation sécuritaire, économique ainsi que des perspectives de développement de la République centrafricaine ? Merci.

Le Combattant+ (Jacques-Emmanuel NGUE)

Merci. Au regard de ce qui se passe actuellement en République centrafricaine et des échanges que vous avez eus avec les autorités du pays, estimez-vous que l'accompagnement des partenaires de la République centrafricaine constitue une réelle valeur ajoutée pour appuyer les efforts de paix et de stabilisation dans le pays?

Mohamed El-Amine SOUEF, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale et Chef de l'UNOCA

Vous savez, comme je l'ai indiqué, la République centrafricaine occupe une position hautement stratégique. Lorsqu'on regarde les pays limitrophes, on trouve le Tchad, la RDC, le Cameroun, le Soudan et le Soudan du Sud. Lorsqu'on se penche sur l'histoire du pays, depuis le Président Boganda jusqu'aux dirigeants qui lui ont succédé, on constate qu'il s'agit d'un pays qui a beaucoup souffert et qui a connu de nombreuses déstabilisations. Vous avez évoqué le Tchad. Les relations entre les États évoluent. Les pays peuvent connaître des tensions puis construire la paix. Le Tchad, par exemple, a eu des différends avec le Soudan. Pourtant, avec le temps, les deux pays ont trouvé des terrains d'entente. Aujourd'hui, le Tchad joue un rôle important dans plusieurs initiatives de paix et de sécurité. Il contribue également aux efforts visant à sécuriser les frontières et à lutter contre les menaces transnationales.

La République centrafricaine et le Tchad ont réactivé leurs mécanismes de coopération, notamment les dispositifs conjoints de sécurité le long de leurs frontières. Nous encourageons le renforcement de cette coopération avec l'ensemble des pays voisins, car les défis auxquels nous faisons face dépassent souvent les frontières nationales.

Hier, j'étais avec le ministre en charge du DDRR, qui est en contact avec les autorités sécuritaires tchadiennes. Il m'a également chargé de transmettre certains messages aux autorités tchadiennes concernant la protection des frontières entre les deux pays.

S'agissant de votre question sur la lecture sécuritaire et du développement à Bangui, vous savez, comme je l'ai dit tout à l'heure, c'est un pays qui a beaucoup souffert.

Mais des efforts considérables ont été déployés par les autorités, avec l'accompagnement de la communauté internationale. Nous sommes en train de



réécrire l'histoire de ce pays. Les élections qui ont été organisées récemment, les élections présidentielles suivies des élections législatives, communales et municipales, ont envoyé un message très fort à la communauté internationale et aux partenaires.

Ce qu'il faut faire maintenant, c'est renforcer les institutions et poursuivre les réformes, d'abord dans le domaine sécuritaire, mais aussi dans tous les autres secteurs. Il est grand temps que le pays tourne progressivement la page de l'urgence humanitaire. Il y a des personnes déplacées internes, des réfugiés, et nous continuons à nous occuper des questions humanitaires.

Mais il faut désormais penser davantage au développement. Vous avez les moyens, vous avez les ressources.

Nous avons rencontré aujourd'hui le corps diplomatique ainsi que les partenaires au développement. La Banque mondiale était présente. Il y a également eu une visite récente de la Banque africaine de développement. Le Fonds monétaire international est aussi engagé.

Je pense que les choses doivent se faire autrement cette fois-ci. Par le passé, la Banque mondiale ou la Banque africaine de développement intervenaient principalement sur les questions de développement. Aujourd'hui, à la demande des autorités, elles peuvent aussi contribuer à la consolidation des acquis de la paix.

Il existe mille façons de consolider la paix.

Lorsque l'on parle de sécurité, cela ne signifie pas uniquement déployer des gendarmes ou des militaires dans tous les coins du pays. Il n'y a pas que cela. Il existe également des actions menées par le Gouvernement en concertation avec la communauté internationale. Et je pense que la MINUSCA accomplit un travail remarquable dans ce domaine.

Je vais prendre un exemple très concret. Souvent, les femmes doivent parcourir de longues distances pour aller chercher du bois ou de l'eau. Sur plusieurs kilomètres, elles sont vulnérables et exposées à différents risques.

Elles peuvent rencontrer des bandits ou d'autres menaces. C'est pourquoi la MINUSCA met en œuvre un certain nombre de projets. Je pense également que d'autres partenaires, notamment la Banque africaine de développement et la Banque mondiale, peuvent accompagner cette dynamique. Au lieu d'obliger les communautés à parcourir cinq kilomètres pour trouver de l'eau, il est possible de réaliser des forages à proximité des localités où elles vivent.

Aujourd'hui, en écoutant la représentante de la Banque africaine de développement, j'ai compris qu'un certain nombre de projets sont déjà en cours de réalisation. Tout cela se fait en consultation avec les différents partenaires de la communauté internationale. Des pistes concrètes sont en train d'être dégagées.

Nous avons parlé aujourd'hui de la BAD, de la Banque mondiale et du FMI. Mais il y a également l'AUDA-NEPAD de l'Union africaine, qui intervient à travers la mise en œuvre de projets inscrits dans le cadre de l'Agenda 2063.

La population a également un rôle important à jouer.

Si l'on croise les bras en estimant que la sécurité relève uniquement du ministère de la Défense ou de la gendarmerie, cela ne suffira pas. Dans de nombreux pays, il existe ce qu'on appelle la police de proximité.

Si vous remarquez la présence d'une personne suspecte ou d'activités susceptibles de déstabiliser un quartier, un village ou le pays, il faut partager l'information avec les autorités compétentes. En le faisant, vous contribuez directement à la sécurité collective.

Comme je l'ai indiqué, les partenaires, à commencer par la MINUSCA ici à Bangui mais également à l'intérieur du pays, accomplissent ce travail. Cependant, il faut une implication de la population.

C'est la raison pour laquelle, dans notre plaidoyer, nous avons demandé aux partenaires d'associer davantage les populations aux programmes de renforcement des capacités.

Ce que nous avons entendu aujourd'hui de la part des représentants de la communauté internationale, c'est qu'il existe un plan de renforcement des capacités qui est en cours de mise en œuvre avec les autorités de ce pays.

Naturellement, toutes ces initiatives apportent une valeur ajoutée. Il faut faire taire les armes, penser au développement et garantir la libre circulation des personnes et des biens dans ce pays.

Mme Yaye SENE, Porte-parole de la MINUSCA

Merci.

Nous allons prendre une deuxième série de questions.

Radio Ndéké-Luka (Amid TIDJIANI)



Bonjour à tous. Je suis Amid TIDJANI. Durant votre séjour ici à Bangui, avez-vous eu l'occasion de rencontrer des membres de l'opposition ? En rencontrant également les autorités du pays, avez-vous abordé la question du dialogue politique ? Puisque des échéances électorales sont prévues prochainement, pensez-vous que les autorités en place sont disposées à poursuivre le dialogue avec les différentes composantes de l'opposition ? Merci.

L'Agora (Melchisédech BAO)

Bonjour à tous. Monsieur le Représentant spécial, vous avez présenté la République centrafricaine comme un pays hautement stratégique dans les dynamiques de paix et de sécurité en Afrique centrale. Au regard des conséquences de la crise soudanaise, des mouvements de population, de la circulation des armes et d'autres défis transfrontaliers, quelles actions concrètes l'UNOCA entend-elle entreprendre, en collaboration avec la CEEAC, l'Union africaine et la MINUSCA, afin de renforcer la prévention des conflits autour de la République centrafricaine ?

Mohamed El-Amine SOUEF, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale et Chef de l'UNOCA

D'accord, merci.

Je l'ai dit et je le répète : quand vous avez un arbre qui porte des fruits, c'est sur lui que l'on jette les pierres. En revanche, un arbre qui ne porte pas de fruits ne suscite pas le même intérêt.

Ainsi, tous les soubresauts, toutes les tentatives de déstabilisation et tout ce qui s'est passé dans ce pays depuis les années 1960-1970 s'expliquent notamment par le fait que la République centrafricaine occupe une position hautement stratégique et regorge de nombreuses ressources. Certains estiment qu'il faut exploiter ces ressources rapidement, tandis que d'autres ne partagent pas cette vision.

Par conséquent, certains contribuent à la déstabilisation du pays parce qu'ils ne souhaitent pas voir ces ressources exploitées maintenant. Toutefois, pour pouvoir les valoriser, il faut d'abord qu'existe une stabilité relative dans le pays. Il faut traiter les questions de paix et de sécurité. C'est à cette condition que l'on sera en mesure d'exploiter pleinement ces ressources.

L'UNOCA, la CEEAC, l'Union africaine et la MINUSCA travaillent en symbiose et en étroite collaboration, même si nos mandats sont différents. Nous connaissons tous le rôle de l'Union africaine et de ses différentes instances, notamment le Conseil de paix et de sécurité. Nous estimons également que la CEEAC joue un rôle similaire à l'échelle sous-régionale. Quant à l'UNOCA, sa mission est spécifique : promouvoir le dialogue, la cohésion sociale et la diplomatie préventive. Comment faisons-nous ce travail ? Nous le faisons de manière continue et efficace.

J'étais de passage ici il y a cinq mois, à l'occasion de l'investiture du Président de la République. À cette époque, je portais une autre casquette : j'étais Directeur de Cabinet du Président de la Commission de l'Union africaine et je le représentais. J'ai alors eu de longs échanges avec Madame la Représentante spéciale du Secrétaire général et Cheffe de la MINUSCA. Elle m'avait chargé de transmettre un certain nombre de messages à l'Union africaine, ce que j'ai fait.

Vous avez sans doute suivi la visite qu'elle a effectuée à Addis-Abeba il y a quelques semaines, où elle a rencontré le Président de la Commission de l'Union africaine. À la suite des échanges que nous avons eus ici à Bangui, une mission a également été dépêchée au Soudan afin de transmettre certains messages.

Vous savez que la République centrafricaine est restée neutre dans la crise soudanaise. La République centrafricaine ne s'est alignée ni sur le gouvernement soudanais ni sur les Forces de soutien rapide (RSF). Nous avons donc transmis ces messages aux autorités soudanaises, notamment concernant leur soutien présumé à l'un des groupes armés opérant en République centrafricaine. Lorsque Madame la Représentante spéciale a rencontré le Président de la Commission de l'Union africaine, elle a réitéré ces préoccupations. Celui-ci l'a assurée que l'Union africaine continuerait à travailler en étroite coopération avec la MINUSCA.

Je pense que ce sont là des opportunités importantes qui nous permettent de nous consulter, de nous concerter et de faire passer des messages.

L'UNOCA est, bien entendu, une mission politique qui s'intéresse aux dynamiques régionales. La CEEAC couvre onze États membres ; elle ne concerne donc pas uniquement la République centrafricaine. La MINUSCA, en revanche, a un mandat exclusivement centré sur ce pays. Néanmoins, nous travaillons ensemble et nous relayons les messages de la MINUSCA, de sa Cheffe et des autorités concernées auprès d'autres chefs d'État et d'autres acteurs de la région.

Comme je l'ai indiqué tout à l'heure, cette mission est avant tout une mission de familiarisation. C'est ma première visite officielle ici, en tant que Représentant spécial, afin de prendre contact avec les autorités et d'exercer pleinement mon mandat. Vous savez que lorsqu'un ambassadeur est nommé, il présente ses lettres de créance afin d'être accrédité auprès du pays hôte. D'une certaine manière, cette visite répond à la même logique.

C'est aussi la raison pour laquelle je ne vais pas rester longtemps dans le pays. J'ai rencontré les plus hautes autorités ainsi que le corps diplomatique, et nous avons transmis un certain nombre de messages importants. Ces messages portent notamment sur la cohésion sociale, le vivre-ensemble, la concorde nationale et l'unité du pays. Ce ne sont pas des messages destinés à deux ou trois personnes appartenant au même parti politique. Ils concernent toutes les composantes de la société.



Il s'agit d'encourager le dialogue entre la société civile et les autorités, entre l'opposition et les autorités, entre le secteur privé et le secteur public, ainsi qu'entre les régions périphériques et le pouvoir central.

Nous avons porté ces messages avec conviction.

J'espère que lors de ma prochaine visite, lorsque vous me poserez cette même question, je pourrai vous dire que j'ai rencontré les groupes armés, les anciens combattants et l'ensemble des acteurs concernés par le processus de Désarmement, Démobilisation et Réintégration.

Aujourd'hui, nous travaillons dans le cadre de ce processus. Nous devons rencontrer tous ceux qui y sont impliqués. Nous avons déjà échangé avec des représentants de la société civile.

J'encourage chacun à œuvrer ensemble pour l'intérêt supérieur de ce pays.

Merci.

Mme Yaye SENE, Porte-parole de la MINUSCA

Merci beaucoup, Monsieur le Représentant spécial, pour ces éclairages et ces contributions importantes.

Je crois qu'il n'y a plus de questions.

Je retiens de votre intervention que la République centrafricaine est engagée sur une trajectoire positive. Cela nous donne des raisons supplémentaires d'espérer.

Merci aux journalistes présents dans la salle ainsi qu'à ceux qui nous suivent sur les ondes de Radio Guira FM.

Mohamed El-Amine SOUEF, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale et Chef de l'UNOCA

Comme je vous l'ai dit, vous pouvez me contacter, même lorsque je serai à Libreville, par l'intermédiaire de la Porte-parole de la MINUSCA. Elle pourra partager avec vous les coordonnées nécessaires.

Si vous souhaitez me joindre directement sur WhatsApp, pour aller plus vite, mon numéro est le [REDACTED].

Merci. C'est aussi cela, la transparence.

United Nations

United Nations Multidimensional Integrated Stabilization
Mission in the Central African Republic



Nations Unies

Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies
pour la stabilisation en République centrafricaine

Mme Yaye SENE, Porte-parole de la MINUSCA

Vous venez de communiquer votre numéro WhatsApp à toute la Centrafrique !

Merci beaucoup pour vos questions et pour cet échange.

Je vous remercie.